

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 268 - VENDREDI 16 OCTOBRE 2015

PÂQUERETTE ÉRYTHRÉENNE

(Hep ! Psitt ! Quelqu'un l'a dit à Nadine ?
Le gars qui est venu
camper dans son jardin
vient du même pays
que son probable ancêtre.) ●

AGENDA MILITANT

→ 17 octobre

Paris [17 oct. 1961 - Vérité et Justice !](#)

→ 31 octobre

Gâvres [Démocratie ou oligarchie](#), UPC

→ 1er novembre

Groix [L'océan et la terre en partage](#), UPC

→ 3 novembre

Marseille [Nos vies et le climat sont-ils à vendre ?](#) Collectifs Stop Tafta 13

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Libertés

["Justice de classe"](#)

→ Écologie

[Un projet d'accord inacceptable - Non aux crimes climatiques !](#) Maxime Combes
[L'Éco 5 d'Ensemble !](#)

→ Émancipation

[Mémoires libres](#)

→ Travail

[Le mouvement ouvrier provençal et la Grande Guerre](#)

L'Intifada du désespoir

Une fois encore, les médias semblent surpris par l'explosion de violence entre Israël et Palestine. À vrai dire, c'est cette surprise qui est surprenante.

Chaque observateur attentif le sait : l'actuelle flambée résulte de trois phénomènes.

Le premier, c'est le poids de l'occupation et de la colonisation, leurs conséquences sur la vie quotidienne des Palestiniens, l'humiliation permanente qu'elles impliquent pour eux.

Le deuxième, c'est le caractère disproportionné de la répression, avec la généralisation du tir à balles réelles, même sur les lanceurs de pierres.

Mais le feu n'aurait pas pris aussi vite sans un troisième facteur : l'absence de toute perspective politico-diplomatique. Le fait que, quelques jours auparavant, Mahmoud Abbas ait annoncé devant l'Assemblée générale des Nations Unies que l'Autorité palestinienne ne serait plus liée par les accords d'Oslo si Israël ne les respectait pas n'a rien d'un hasard...

C'est dire combien lourde est la responsabilité de Benyamin Netanyahu. Le Premier ministre israélien a saboté les négociations impulsées par le secrétaire d'État américain John Kerry ; lancé l'agression de l'été 2014 contre la bande de Gaza ; constitué un gouvernement plus à droite que jamais qui refuse la constitution d'un État palestinien. Et il menace le statu quo sur l'Esplanade des Mosquées.

Bref, la situation ressemble à celle de l'automne 2000, qui vit naître la deuxième Intifada : échec du sommet de Camp David, provocation d'Ariel Sharon sur le Haram Al-Sharif, répression implacable...

Comme ses alliés, la France n'a rien fait pour éviter le pire. Au lieu d'exercer les pressions susceptibles de ramener Tel-Aviv à la raison, elle se contente, au mieux, de gestes symboliques. Mais que pèse la reconnaissance onusienne de l'État de Palestine quand des colons font brûler impunément toute une famille palestinienne ?

Si les événements actuels devaient déboucher sur une nouvelle Intifada, ce serait sans nul doute l'Intifada du désespoir. Comme toujours, Amira Hass en est la meilleure observatrice : « *Les Palestiniens se battent pour leurs vies, Israël se bat pour l'occupation.* »



● **Dominique Vidal**, journaliste et historien

D. Vidal vient de diriger *Palestine: le jeu des puissants*, Sindbad/Actes Sud

Politiser les négociations climatiques

Alors que la crise climatique et les inégalités sociales, étroitement liées, concernent aujourd'hui toute la planète, les négociations en cours annoncent un sommet de Paris de la COP 21 inefficace. Les réactions de la société civile n'en sont que plus urgentes.

Après l'échec de la 15^e conférence des parties (COP 15) de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Copenhague (Danemark) en 2009, la COP 21 de Paris serait une occasion de renouer avec les réussites diplomatiques. Or, il semble bien qu'il n'en sera rien. Aucun accord n'est en préparation comme celui de Kyoto qui engageait les pays signataires. Seule une déclaration est en préparation.

Un modèle de développement toxique

Pourtant, il n'existe plus aucun doute sur les risques encourus. Le 5^e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a confirmé la responsabilité humaine dans le réchauffement¹. Depuis le début de la Révolution industrielle, le réchauffement observé est d'environ 0,7°C. Il est encore possible de limiter la hausse de la température à 2°C en moyenne planétaire si les émissions mondiales de gaz à effet de serre sont « réduites de 40 à 70 % entre 2010 et 2050 ». Par contre, si toutes les

réserves de combustibles fossiles disponibles sont utilisées, des réchauffements de l'ordre de 4 à 5°C en 2100 sont possibles. Les effets sont lents mais irréversibles. Il y a urgence à agir pour éviter un effet de non retour. Aujourd'hui, les États envoient des engagements volontaires

Alors que les inégalités induites par le dérèglement climatique devraient être au cœur de la négociation, c'est la préservation d'un modèle de développement coupable et délétère qui est défendue.

de réduction de leurs émissions. Ces derniers sont en bien deçà de ce qu'il faudrait faire et nous placent plus dans une perspective de 3°C et donc dans une zone dangereuse. L'Humanité n'est peut-être pas menacée mais par contre seule une minorité pourra s'adapter aux conséquences dramatiques inévitables.

Cette forme d'inégalité n'est pas nouvelle. Les inégalités d'espérance de vie sont souvent liées aux conditions de vie, aux types d'activités, mais cette fois les dérèglements climatiques ont des implications différentes selon les régions du monde. Les îles du Pacifique font face à la montée des eaux. L'archipel des Kiribati a déjà perdu deux îlots. L'Afrique va se réchauffer déjà de 2°C de plus que le reste du monde. Le littoral de Dakar a déjà perdu jusqu'à un kilomètre de terres en profondeur. Alors que les inégalités induites par le dérèglement climatique devraient être au cœur de la négociation, c'est la préservation d'un modèle de développement coupable et délétère qui est défendue.

Exploitation des hommes et des ressources

Au lieu de tirer des leçons du passé, de condamner un modèle productiviste et capitaliste, il y a tentative de le préserver au bénéfice d'une minorité. Pourtant, ce modèle est responsable de la crise actuelle qui est globale². La nature profonde du capitalisme ne se limite ●●●

1. 5^e rapport du GIEC, octobre 2014, résumé pour décideurs du rapport de synthèse : http://www.ipcc.ch/report/ar5/wg2/index_fr.shtml

2. "Une lecture écologiste de la crise. La première crise socio-écologique du capitalisme", Jérôme Gleizes et Yann Moulrier-Boutang, *Écorev'* n° 32, printemps 2009.

●●● pas à l'exploitation de la force du travail pour maintenir des taux de plus-value élevés mais elle est avant tout un système basé sur l'accumulation sans fin du capital. Longtemps le développement des forces productives a été conçu comme quantitatif, et non qualitatif, sous forme de productivisme. L'Union soviétique avec le Gosplan abandonnait des statistiques monétaires pour des statistiques en volume de production, pour montrer la supériorité du socialisme sur l'Occident. Mais la critique principale que l'on peut faire, c'est que la spécificité des ressources naturelles, notamment non renouvelables, n'est pas comprise, voir ignorée sciemment. Le capitalisme n'a pu se développer que grâce à l'exploitation de ces ressources, et notamment des hydrocarbures. Les qualités énergétiques du pétrole ont permis de démultiplier la production. Son accès à bas prix pendant deux siècles ont rendu les révolutions industrielles moins coûteuses. En ne payant pas le pétrole tout comme le travail à sa juste valeur, le capitalisme a pu se développer et la croissance atteindre des niveaux exceptionnels depuis les débuts de l'humanité. Cette sur-exploitation du pétrole et de tous les hydrocarbures a entraîné l'explosion de l'émission des gaz à effets de serre. Les êtres humains et le capitalisme sont responsables de changements géologiques majeurs qui font entrer l'humanité dans l'ère de l'anthropocène. Les ressources naturelles ne sont pas du capital, du travail mort ; ce sont des ressources épuisables. Les pays du Sud ont été exploités pour leurs ressources pour permettre des niveaux d'accumulation jamais atteints auparavant. L'environnement a été

aussi sur-exploité avec une agriculture intensive et un usage extrême de pesticides qui sont à l'origine d'un autre gaz à effet de serre, le méthane (CH₄). Un rapport de la FAO de 2007 montre pourtant que l'on peut nourrir la planète avec de l'agriculture bio³. Outre l'émission réduite de méthane, un meilleur usage des sols permet d'améliorer le captage naturel du dioxyde de carbone (CO₂).

À Copenhague, Hugo Chávez avait dénoncé la responsabilité du capitalisme dans la destruction de la planète en citant le livre d'Hervé Kempf, *Quand les riches détruisent la planète*, mais sa critique s'est arrêtée au milieu du gué.

Financiariser la pollution est dangereux et inefficace. Un droit à polluer (émettre du CO₂), c'est l'invention d'un nouvel actif financier.

À Paris, les États arriveront sans doute à trouver un accord de façade mais cet accord sera sans doute inefficace par rapports aux enjeux de la situation. La société civile, s'attendant à cela, prépare plusieurs contre-offensives. Contre l'hypocrisie des États, il faut changer de stratégie comme la lutte pour le désinvestissement dans les énergies fossiles,

³. *L'agriculture biologique face au défi de la sécurité alimentaire*, <http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2007/1000550/index.html>

notamment celle menée par l'ONG américaine 350.org. L'ONG britannique Carbon Traker avec l'aide d'une équipe d'analystes financiers de Londres estimait en 2011 que les êtres humains pouvaient encore émettre environ 565 gigatonnes (Gt) de CO₂ supplémentaires dans l'atmosphère pour rester en-dessous de l'objectif de 2°C de réchauffement. Elle estimait aussi que les réserves démontrées de charbon, de pétrole et de gaz représentent environ 2 795 Gt de CO₂, soit cinq fois plus que la quantité précédente. Et si on inclut les hydrocarbures non conventionnels (pétrole et gaz de schiste, sables bitumineux), on dépasse les 11 000 Gt. Or, en 2012, les émissions mondiales de CO₂ dues à la combustion d'énergie atteignent 31,7 Gt, en hausse de plus de 1,2 % par rapport à 2011⁴ : à ce rythme, les 565 Gt seraient atteintes en près de 18 ans. La situation deviendrait sans doute incontrôlable avec une explosion des événements climatiques extrêmes, une accélération de la montée des eaux, des déplacements des réfugiés climatiques...

Désinvestir les fonds publics des sociétés polluées

Le problème est simple : si nous voulons réellement lutter contre le réchauffement climatique, il faut agir sur les entreprises émettrices de gaz à effets de serre, à commencer par les industries ●●●

⁴. *Chiffres clés du climat France et Monde Édition 2015*, Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Si on inclut les six gaz à effet de serre, les émissions ont augmenté de 80 % depuis 1970 et de 30 % depuis 1990 pour atteindre 49 Gt CO₂éq. en 2010.

●●● liées à l'extraction du pétrole, du gaz et du charbon. C'est une question de cohérence. Ces entreprises réalisent des bénéfices très importants. Elles se classent parmi les principales capitalisations boursières au Monde : Royal Dutch Shell, China National Petroleum, Exxon Mobil, British Petroleum, Total... Leur capacité de financer des campagnes de *greenwashing* sont très fortes. 350.org a lancé une campagne de désinvestissement dans ces entreprises auprès des acteurs institutionnels, des universités, des organisations religieuses, des fonds de pension... Plusieurs campagnes de désinvestissement ont été couronnées de succès au cours de l'Histoire, comme celle ciblant l'*Apartheid* en Afrique du Sud. Les fonds de retraites placent des sommes importantes auprès de ces entreprises. Dans les pays anglo-saxons, ce type de financement est plus répandu qu'en France.

Dans notre pays, l'enjeu crucial concerne le "Fonds de réserve pour les retraites", lancé en 2001 à l'initiative du gouvernement et créé avec l'objectif de permettre de financer dans la durée les pensions des retraités. Ce fonds, hébergé par la Caisse des dépôts et consignations (CDC), gère à ce jour 34 milliards d'euros d'actifs. Or ce fonds, bien qu'affichant une stratégie d'investissement « *socialement responsable et prenant en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance* » sous le contrôle d'un conseil de surveillance composé de parlementaires et de représentants syndicaux et patronaux, a placé des centaines de millions d'euros et détient donc des investissements directs dans 60 des 100 premières entreprises mondiales du secteur pétrolier et gazier

et 21 des 100 premières entreprises mondiales de charbon.

La campagne de 350.org commence à porter ses fruits.⁵ Parmi les principales institutions désinvestissant, on peut citer le Rockefeller Brothers Fund, le fond souverain norvégien, l'Université de Glasgow, de Californie, de Stanford, le

Contre l'hypocrisie des États, il faut changer de stratégie comme la lutte pour le désinvestissement dans les énergies fossiles.

Conseil mondial des Églises... Il est complété aujourd'hui par l'appel de la société civile "Crime climatique : STOP !" contre l'extraction du pétrole et du charbon, lancé par Naomi Klein, Vandana Shiva, Jean Jouzel, Susan George, Desmond Tutu, Bill McKibben, Geneviève Azam, Pablo Solon.

Le leurre de l'efficacité des marchés

Au lieu de s'attaquer aux entreprises qui bénéficient de la crise climatique, on préfère mettre en place une finance carbone. Le marché carbone a été mis en place après Kyoto à la fin des années 1990. Il a peu fonctionné avec des prix

trop faibles. Pourtant, la finance carbone est relancée par le prix Nobel d'économie, Jean Tirole.

Parmi ceux qui ont contesté la mise en place de la finance carbone, Yann Moulier-Boutang et moi-même l'avons fait dès 2000⁶. Les arguments sont toujours valables. Financiariser la pollution est dangereux et inefficace. Un droit à polluer (émettre du CO₂), c'est l'invention d'un nouvel actif financier. Cet actif aura la particularité d'être le premier actif global, échangeable partout, dans toutes les bourses, car un droit à polluer, mieux qu'une devise, est le même pour un Fidjien que pour un Canadien. Depuis qu'un marché a été mis en place, les émissions de CO₂ n'ont pas été réduites. Cette solution d'internaliser par le marché plutôt que de recourir à la taxation et à la contrainte publique suppose une parfaite mobilité des facteurs, des droits, des capitaux et, comble du comble, des populations si l'on veut des effets rapides face à l'accélération des changements climatiques. Or il est facile de voir que ces conditions relèvent de la vieille utopie libérale de l'efficacité des marchés.

Dans le cas d'une émission de droits de polluer, l'air devient un bien comme un autre, comme s'il était renouvelable. Si c'était le cas, il serait indifférent de procéder par incitation indirecte des agents via l'impôt, l'amende ou la création d'un marché, d'une taxation. Or, l'air ne sera jamais produit par un marché quelconque. Fixer des objectifs quantifiés de réduction des émissions à ●●●

⁵. Pour une liste complète, voir <http://gofossilfree.org/commitments/>

⁶. Gleizes Jérôme et Moulier-Boutang Yann, "Plaidoyer contre les marchés des droits à polluer", *Ecorev'* n°3, hiver 2000-2001

●●● travers un mécanisme de quotas n'est pas une alternative, car il est facile de passer d'un système par quantité à un système de prix grâce aux prix duaux et donc de revenir au marché.

Maintenant il faut définir les moyens d'y parvenir, les politiques structurelles nécessaires et les moyens de les financer, car il y a une incompatibilité de la logique économique avec la logique écologique. En tant qu'écologistes, notre bataille est de permettre aux générations futures d'avoir une planète vivable. La mise en place d'un marché des droits à polluer suppose que les conséquences de l'effet de serre soient uniformément réparties sur la terre, c'est-à-dire que le Fidjien subisse les mêmes conséquences que le Sibérien. Or, cela est faux, car le Fidjien doit élever des digues contre la montée des eaux et non le Sibérien. Il va être condamné à vendre ses droits à polluer aux États-Unis pour financer la construction des digues !

Tout cela est insuffisant car le temps biophysique n'est pas le temps économique. Nous subissons actuellement les conséquences des premières révolutions industrielles. Les émissions d'aujourd'hui ne feront effet que dans cinquante, cent ans. Nous sommes dans des processus irréversibles qui ne nous permettent pas d'attendre que le marché s'ajuste, mais demandent des mesures structurelles prenant effet tout de suite. On ne peut pas réguler un mécanisme biophysique, ni l'effet de serre qu'aucun modèle n'arrive à analyser et qui a des effets différenciés et irréversibles. Nous ne pouvons pas nous limiter aux effets incitatifs d'un marché des droits à polluer,

mais nous devons prendre des décisions claires telles que l'inversion des choix de transport de l'individuel au collectif.

Les pays occidentaux font preuve d'une belle hypocrisie car ils préfèrent acheter des droits à polluer aux pays du Sud plutôt qu'augmenter leur aide au développement, car ils préfèrent des mécanismes incitatifs de court terme au lieu de vraies politiques de moyen et long termes (infrastructures, transports collectifs, normes d'isolations...), car ils préfèrent des mécanismes anonymes au lieu d'aider directement les pays touchés par le réchauffement de la planète, tel le Bangladesh, car en ne prenant qu'une partie du problème, l'augmentation du CO₂, ils laissent la porte ouverte à l'énergie nucléaire.

Il n'y a pas besoin de financement miracle, mais d'une volonté politique.

À quand une imposition réelle de normes de pollution à des industries ? À quand une réelle politique de lutte contre l'effet de serre ? Lutter contre l'effet de serre demande des mesures structurelles, car il y a urgence.

Nous avons une responsabilité à renverser les politiques actuelles pour réduire effectivement les gaz à effets de serre. La finance carbone ne peut être qu'une solution technique myope, faussement séduisante, mais aucunement une solution en soi, car les risques de dérive font que même localement, cette technique ne peut pas être défendue.

Rarement l'Humanité n'a été confrontée

à un tel enjeu où la planète entière est concernée. Il n'y a pas besoin de finance miracle mais d'une volonté politique. Quand les États-Unis ont mis en œuvre le plan Marshall pour reconstruire l'Europe après la seconde guerre mondiale, il n'y a pas eu de finance magique ; de même quand les États-Unis ont lancé le plan Apollo pour aller sur la Lune. Dans une logique keynésienne, on investit avant d'avoir les financements. Le financement se fait alors par la création monétaire. Rien que par la réduction des coûts à venir, le gain est assuré. Et pourtant, on va continuer à chercher des solutions miracles, des compromis impossibles, au lieu de mettre en place les préconisations du groupe III du GIEC⁷.

Pour conclure, il ne peut y avoir de capitalisme sans augmentation de la production, de capital accumulé avec une consommation croissante d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre. Il n'y a pas que la force de travail qui a été exploitée, mais aussi les ressources naturelles. Il y a un système à condamner pour préserver la paix... ce que la COP21 ne fera pas.



● **Jérôme Gleizes**

J. Gleizes, membre d'EELV, est conseiller municipal.

⁷ L'atténuation du changement climatique, résumé à l'intention des décideurs http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg3/WG3AR5_SPM_brochure_fr.pdf

Racisme et théâtre

Encore une année blanche ?

Pour la troisième année, nous avons pris nos places pour voir sept pièces tout au long de l'année dans notre théâtre préféré, le Théâtre Gérard Philippe (TGP) à Saint-Denis (93). Nous avons vu deux spectacles, et ce furent de très bon moments. Ne manquez pas *Le Dibbouk*, conte Yiddish qui nous plonge dans la vie, l'imaginaire, la richesse culturelle et intellectuelle du monde juif populaire d'Europe de l'Est, aujourd'hui quasi-disparu.

Mais dès la première pièce, une fois de plus, le même choc. Dans les rues de St-Denis, des personnes de toutes les couleurs. Parmi le personnel qui accueille au théâtre, aussi. Et sur scène : que du blanc. Lors des deux dernières saisons, les seules fois où sur scène, j'y ai vu des noirs ou des arabes, c'était quand se sont produits un groupe de rock noir américain et une troupe franco-israélo-palestinienne...

Que se passe-t-il donc dans le monde du théâtre ? Au TGP, grâce à une politique volontariste d'ouverture vers tous les publics, à chaque représentation, il y a une ou plusieurs classes de lycées du coin. Le directeur a également créé "la troupe éphémère", composée de jeunes de 15 à 20 ans, avec ou sans expérience théâtrale. Pour le coup, spectateurs ou acteurs, ces jeunes sont de toutes les couleurs. On peut imaginer que naissent chez eux, et chez d'autres, des vocations. Que se passe-t-il donc pour qu'au bout du compte, les scènes restent si blanches ?

Le monde du théâtre est un univers composé de progressistes, tous profondément antiracistes. Mais le résultat visible de la sélection dans ce monde là, c'est une discrimination de fait. Voilà un bon exemple de ce qu'on appelle la discrimination systémique. Non pas une discrimination explicite, faite par des personnes qui professent le racisme, mais une discrimination à l'insu – et contre même l'opinion – des gens qui la pratiquent,

par un effet de système. Parce que les jurys sélectionnent dans les écoles de théâtre des étudiants qui leur ressemblent ? Parce qu'on recrute pour les rôles des gens proches de soi ? Je n'en sais rien. Le monde du théâtre le sait-il ? Se pose-t-il la question ? Essaie-t-il de décortiquer les rouages de cette discrimination inconsciente ?

Il y a un an, naissait la polémique sur la représentation – au TGP justement – d'*Exhibit B*. Si les manifestants interrogeaient d'abord la pertinence de représenter à nouveau, sous forme théâtrale, les zoos humains du XIX^e siècle, les comédiens noirs engagés dans la mobilisation posaient aussi la question de leur place dans le monde du théâtre. Un an après, il semble que rien n'a changé, ni au TGP, ni dans le monde du théâtre. Une année pour rien ? Encore une année... blanche ?

Et nous ? De quelles couleurs seront nos listes rouges et vertes aux régionales ? Passés à la moulinette des négociations entre organisations, combien de noirEs et d'arabes en position éligibles ou têtes de liste ? Dans le théâtre, la politique, la télévision ou le cinéma, une société se donne à voir à elle-même. Mais depuis des décennies, ces

miroirs ne renvoient pas une image réelle de la diversité de la France d'aujourd'hui. Avec pour conséquence ce que l'on sait : d'un côté des millions de gens qui vivent l'expérience permanente de la discrimination et se sentent invisibilisés ; de l'autre des millions de gens qui n'ont pas vu la France petit à petit prendre des couleurs et découvrent d'un coup, effrayés, qu'elle n'est plus blanche... La diversité n'est pas obscène, vivement qu'elle soit sur les scènes...

**Dans le théâtre,
la politique, la télévision
ou le cinéma, une société
se donne à voir
à elle-même.
Mais depuis
des décennies,
ces miroirs ne renvoient
pas une image réelle
de la diversité
de la France
d'aujourd'hui.**



● Stéphane Lavignotte

« Je ne suis pas chemise »



Hôtesse et stewards préparant le No Pants Sky Tour.

Dimanche 18 octobre (27 vendémiaire), se déroulera la 1^{ère} journée mondiale “sans-culotte” dans les transports aériens, une manifestation lancée par un blogueur d’Air France et qui connaît un succès certain parmi le personnel. Les salariés d’une soixantaine de compagnies au monde participeront à l’événement No Pants Sky Tour, destiné à faire souffler un « *vent de folie et de subversion* » dans les aéroports. L’idée est venue de Charles F., ancien mannequin devenu steward, et désormais promoteur de l’esthétique sans-culotte au sein de la compagnie.

« *Le sans-culotte de compagnie aérienne est un être marchant ou volant, sans retraite dorée, et sans domestique à son service. Il sait réparer, orienter, sécuriser ou piloter un avion. Il propose du rêve et tente de faire du ciel le plus bel endroit de la Terre* », a-t-il indiqué. Le sans-culotte low-cost a, lui, la particularité de payer sa formation comme ses fringues, et de n’être rémunéré que lorsqu’il est en l’air.

Les 2 900 personnes licenciables par la direction d’Air France seront au centre de la manifestation. « *Quitte à être dépouillé, autant le montrer* », a affirmé un syndicaliste, sorti de garde à vue pour avoir arraché une chemise à Johnny Halliday. Le personnel du fret a prévu un flash-mob sur la chanson Sans chemise, sans pantalon de la Compagnie créole. La Directrice des achats, prudente, soutiendra le personnel dans cette initiative bon enfant et sera sans jupe. Elle nous a confié y voir l’occasion de diminuer les coûts de dotation vestimentaire.

L’association Personn’Ailes a annoncé que les lesbiennes, les gays et les transsexuels d’Air France enlèveront le haut et

enverront leur chemise au PDG. Les pilotes annoncent qu’ils seront en culotte courte. L’un d’eux sera dans le plus simple appareil.

Les salariés de Ryanair, interdits d’événement par leur compagnie, viendront à leur frais et déculottés. Leur direction vient d’être condamnée à 200 000 € d’amende et 8 millions € de dommages et intérêts¹ pour refus de se soumettre à la législation française sur les cotisations sociales.

De Sydney, Hong Kong, Pékin et New Delhi, des voyageurs ont décidé de se joindre au mouvement et voyageront sans pantalon. L’opération sera facilitée par les agents de sécurité, qui suggèrent de se dévêtir dès le taxi ou les transports en commun. Les contrôles seront ainsi allégés. Comme à l’accoutumée, les voyageurs devront s’enregistrer eux-mêmes, imprimer leur étiquette bagages, mettre leur valise sur le tapis, ne pas espérer un plateau repas sympa, payer des suppléments et sourire.

À ceux qui lui ont intimé de choisir entre chemise et culotte, Charles F. a répondu : « *Je ne suis pas chemise. Et à la maison, personne ne portait la culotte. Alors, j’ai choisi mon camp.* »



● Philippe Stierlin

¹ dont 4,5 de cotisations impayées et 3 pour les caisses de retraite.

Abîmes



Photo Bulent Kilic/AFP

Turquie. Après l'attentat du 10 octobre 2015

Après l'attentat qui a coûté la vie à plus de 100 personnes lors d'une manifestation en faveur de la Paix à Ankara (des désaccords persistent sur le nombre de victimes), et avant les élections législatives du 1^{er} novembre, la Turquie s'enfoncé dans l'horreur. Pour le prétendu nouveau sultan Erdogan, tous les moyens sont bons pour s'accrocher au pouvoir. Et il se démasque, préférant réprimer les Kurdes que s'attaquer à l'État islamique. Reste que les enquêtes d'opinion semblent indiquer que l'AKP, le parti du Président, pourrait connaître une nouvelle défaite, tandis que, malgré la répression, le HDP, qui porte les espoirs d'une rupture avec le régime autocratique en place, confirmerait sa percée de juin dernier. À suivre.

● **32 heures.** La CGT vient de lancer une campagne en faveur des 32 heures, intitulée "Travailler toutes, travailler tous, travailler mieux et travailler moins. Son argument fort : une réduction du temps de travail aurait des effets très importants en termes d'emplois. La centrale syndicale estime qu'une nouvelle organisation du travail pourrait générer 4 millions d'emplois dans les prochaines années. Elle serait financée notamment par la réorientation des exonérations de cotisations sociales et des aides publiques aux entreprises, mais aussi par la dynamique de croissance consécutives aux créations d'emplois. + d'infos ici : <http://cgt.fr/Travailler-toutes-travailler-tous.html> À quand une campagne unitaire de toutes les forces politiques, syndicales et associatives sur cette question de société ?

● **Sérvices.** La Cour des comptes n'en finit pas de sévir. Dans un nouveau rapport, elle recommande comme solution à la dégradation des finances des collectivités territoriales, encore une fois, une réduction de la dépense publique. Elle pointe particulièrement les dépenses de personnel et défend l'idée que les collectivités, après avoir rogné sur les dépenses

d'investissement, devraient s'attaquer au dur des politiques sociales, notamment celles mises en œuvre par les Départements. Or, d'une part les dépenses d'investissement des collectivités locales sont un moteur indispensable du dynamisme économique, et d'autre part l'action sociale constitue un filet minimum sans lequel des millions de citoyens seraient condamnés à la misère. Pendant que la Cour des comptes tire toujours dans le sens libéral, les prévisions de croissance sont révisées à la baisse et le chômage progresse. Cherchez l'erreur...

● **Les chiens de garde du libéralisme.** Jules Moch, ministre socialiste en 1948, faisait ouvrir le feu sur les mineurs qu'il traitait de "racaille". Le premier ministre Valls traite les futurs licenciés de "voyous" et fait arrêter des syndicalistes au saut du lit. Le patron XXXL du Medef se frotte les mains. Auparavant, les Conti qui refusaient de baisser la tête, les Grand-puits qui défendaient leur outil de travail, ont connu les mêmes matraquages verbaux ou/et physiques. Se donner le pouvoir de rompre avec ces pratiques et leur système. Plus sur communistesunitaires.net, rubrique "libertés".

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

